

LA RÉPUBLIQUE POSSIBLE

1789 proclama les principes,
1848 organisera les intérêts.

JOURNAL DES INTÉRÊTS DE TOUS

Ce ne sont pas les révolutionnaires qui
sont les hommes d'argent qui sont les
ennemis de la propriété.

ET DE LA MOBILISATION DE LA PROPRIÉTÉ FONCIÈRE

Rédacteur en chef : EMILE LAMBERT.

BUREAUX PROVISOIRES : Rue de Tracy, 8.

On ne reçoit que les lettres affranchies.

ABONNEMENTS

Trois mois, 6 fr. — Six mois, 12 fr. — Un an, 24 fr.

La République est possible à la condition d'assurer la vie publique.

La vie publique dépend du travail national; le travail national dépend du *crédit*; le *crédit* est la confiance qui doit régner entre le capital et le travail.

Jusqu'à présent la prépondérance du *crédit personnel* a été une erreur funeste et un moyen d'inique exploitation; la subalternité du *crédit foncier* en a été le résultat déplorable.

Le régime du privilège, cette froide tyrannie de l'argent couronnée d'usure doit cesser. La crise financière en est arrivée à ce point, que la solidarité de tous les intérêts est visible et tangible pour tous, possesseurs ou déshérités, capitalistes ou travailleurs, riches ou pauvres.

L'éclair sinistre de la révolution a passé sur tous les égoïsmes et les a purifiés au feu brûlant d'une fraternité inévitable. La transaction des intérêts peut être une lutte; mais elle sera une victoire dans l'histoire de l'humanité, qui prend son niveau à travers les siècles, comme l'Océan le retrouve après ses tempêtes. Le niveau, c'est l'égalité devant la vie par l'exercice du droit au travail, qui est le moyen de la vie et la base de la société.

Pour arriver promptement à ce but sacré, sans larmes, sans déchirements et sans convulsions, des propriétaires progressifs, humains et intelligents se sont associés voulant arrêter le pays sur le bord du précipice.

Obéissant à un sentiment élevé de fraternité, ils ont résolu de fonder, à côté du *crédit personnel*, factice, inconsistant et mobile, le *crédit foncier* réel, solide et immuable comme le sol.

C'est tout à la fois détruire l'usure, déconcerter l'agiotage, émanciper la propriété en la doublant par la possibilité de l'amélioration agricole, enfin recréer le travail et prévenir une banqueroute imminente, mère de la guerre civile et de la guerre étrangère.

A l'appel du citoyen Maget, propriétaire à Paris, un grand nombre de propriétaires de Paris et de la province ont donc résolu de fonder un organe pour la propriété foncière, et de demander au gouvernement la création de *billets hypothécaires*, c'est-à-dire d'un papier de banque ayant cours forcé et reposant sur la terre et les immeubles jusqu'à concurrence des deux tiers de leur valeur. Cette idée simple et grande peut seule parer aux périls de la situation.

Elle a été appliquée en Prusse, en Allemagne, en Russie, et c'est avec un milliard et demi de papier-monnaie remboursable à la paix, que Pitt a sauvé l'Angleterre. La France républicaine doit se sauver par les mêmes moyens.

Un peuple qui a des bras nombreux, un sol fertile, un climat béni et un génie invincible, ne peut se résoudre à mourir de faim devant des caisses vides ou remplies, mais fermées par la cupidité ou par la peur, à déperir de misère à cause d'un système financier erroné, ou faute d'un signe représentatif de la valeur de son travail, qui est immortel comme lui.

C'est pour empêcher la banqueroute et rendre cette idée populaire, que le journal la *République possible* a été fondé.

Il fait appel à tous les hommes qui ont étudié cette importante question, à tous les écrivains qui l'ont déjà traitée sous divers points de vue, à tous les journalistes qui se sont ralliés au principe d'une banque hypothécaire, enfin à tous les clubs et à toutes les sociétés qui se sont préoccupés de cette question de salut public, et qui ne veulent pas que la France républicaine reste désarmée financièrement en présence de l'étranger.

Les Romains empruntaient aux peuples vaincus leurs institutions et leurs armes : il importe que nous empruntions à l'Europe son système de crédit, pour ne pas être vaincus par elle, et que nous prenions un peu exemple sur les banques américaines, à l'ombre desquelles avance et prospère si rapidement une civilisation nouvelle, fille du christianisme et de la liberté.

E. L.

A nos Lecteurs.

Nous ne voulons ni agrandir, ni restreindre la question sociale. Nous n'ignorons pas que la banque du *crédit foncier* une fois établie, il y aura à fonder la *commandite du travail*, mais la coalition des capitaux est le premier obstacle à l'association des travailleurs par corporations, à l'achat des matières premières et aux avances appelées *instruments du travail*. C'est pour procurer au peuple ces indispensables instruments de travail que nous commençons par le commencement, c'est-à-dire par demander la mobilisation du sol et la création d'une banque nationale immobilière. On ne réforme pas le passé d'un seul trait de plume et en touchant à tout, mais on y parvient par quelques *grandes mesures* d'intérêt général, appliquées successivement sans secousse mais sans arrêt.

La création d'une banque nationale immobilière à Paris jette l'épouvante dans l'esprit de l'aristocratie financière, qui se croit déjà dans l'affreuse position où son égoïsme sans frein a plongé le commerce et la propriété. Les misères les plus poignantes ne l'arrêtent pas dans sa persistance à aggraver la plaie sociale. Plutôt que de céder aux cris déchirants que nous arrache une lente agonie, elle contemple avec impassibilité toutes nos angoisses, sans aviser à d'autres moyens que ceux qui doivent nous mener à une ruine totale. Leur influence machiavélique sur tous les pouvoirs est mise en pratique pour faire échouer cet admirable projet de la banque nationale immobilière, qui seule peut régénérer la société et devenir l'ange gardien de toutes les libertés reconquises. Il faut le dire avec douleur, les hommes qui auraient dû réaliser la devise à laquelle nous nous rattachons tous, aujourd'hui, avec patriotisme, sont restés dans l'inertie et le règne du privilège. Encore un pas, et

ce sera le retour de la corruption et du népotisme. Le foudre de février que Dieu lança du haut de son immuable empire vint frapper l'arbre, dont le fruit était devenu trop amer pour le peuple, et en brisa les rameaux véneneux et inhospitaliers mais sans toucher aux profondes racines qui nous étaient invisibles, et qui, aujourd'hui, étouffent la vie du peuple décimé par la souffrance.

Si le pouvoir exécutif reste sourd aux justes réclamations des commerçants et des propriétaires, pour n'écouter que la voix cupide de la féodalité financière, s'il ne sanctionne au plus tôt le principe de la banque immobilière sur de larges bases, il assumera sur lui une responsabilité dont on ne peut prévoir les conséquences. Nous avons vu avec douleur des hommes éminents déclarer à la tribune qu'ils n'accèderaient jamais à l'émission d'un papier-monnaie, quand la veille ils en sollicitaient pour 150 millions avec une garantie cent fois moins solide que le gage hypothécaire.

M.

Revue financière des journaux.

La *Démocratie pacifique* contient un article remarquable, dont nous extrayons les passages suivants : « On disait un jour à Montesquieu : « Les financiers soutiennent l'État. — Oui, répondit-il, comme la corde soutient le pendu. »

« Aujourd'hui les banquiers veulent encore nous soutenir. Défions-nous d'eux et de leurs compères les économistes. Lisez les journaux dynastiques et financiers, et vous y verrez mille invectives contre le papier-monnaie et le crédit de l'État, mille éloges du crédit des banquiers et des emprunts opérés par leur intermédiaire.

« Nous ne tenons pas à être pendus : nous prendrons donc la liberté de nous défendre du lacet des emprunts, et d'invoquer l'*assignat* (quel mot effrayant!) comme plus propre à sauver et à assurer le crédit de l'État.

« M. Goudchaux, dans une des dernières séances, jetait feu et flammes contre l'*assignat*, et M. Duclerc, ministre des finances, est venu jurer qu'il n'aurait jurer qu'il n'aurait jamais recours à cette mesure désastreuse.

« Mais l'emprunt de 150 millions de billets qu'il fait à la Banque n'est-il pas une émission d'*assignats*, dans la mauvaise acception du mot, et dans les pires conditions, puisque cet emprunt est assigné sur des forêts à vendre à perte? Mais voici qui est curieux ! c'est la seule portion du plan de M. Duclerc qui ait obtenu l'assentiment du comité des finances et spécialement de ce brouillon de M. Thiers...

« ... Par la facilité des emprunts on gaspille les finances de l'État. Joignez à cela l'intérêt des banquiers. Pour faire un emprunt, on est obligé de passer par leurs mains, parce qu'eux seuls, par leurs correspondants, par leurs manœuvres de bourse, etc., peuvent écouler cet emprunt; c'est ce qu'on est con-

venu d'appeler un peu fastueusement le crédit des banquiers, et qui a servi à faire croire quelquefois que le crédit de ces banquiers, simples courtiers usuraires, était supérieur à celui de l'État... La bourgeoisie est aujourd'hui victime d'une fatale ignorance. Qui supporte le poids des impôts et des taxes? c'est la bourgeoisie. Elle se jette dans les bras des banquiers et des économistes, leur demandant de la soutenir, ce qu'ils s'empressent de faire, — comme la corde soutient le pendu.

L'Assemblée nationale, du 18 juin, journal plus que réactionnaire, contient, dans un article très embrouillé, cet étrange aveu :

« Nonobstant que la crise prolongée fasse sentir à chacun le besoin d'un signe nouveau pour remplacer le numéraire qui nous manque, un papier-monnaie ne serait favorablement reçu par le public que s'il lui était présenté dans la double et absolue condition : de garantie du capital, et de certitude de remboursement de ce capital. »

De telle sorte que l'émission du papier-monnaie ne pourrait excéder 3 milliards en aucun cas.

L'expression de ce besoin est suivie de moyens de satisfaction impossibles : c'est l'ordinaire des pessimistes et des envieux. Cependant le même organe déclare : « Que les propriétaires fonciers ne sont pas seuls atteints par la crise : — fermiers, rentiers du sol, rentiers de l'État, industriels, commerçants et travailleurs, tous indistinctement, souffrent du resserrement des capitaux. »

Ce resserrement du capital ressemble beaucoup à l'étranglement du travail.

M. Goudchaux, étant nommé représentant du peuple, vient d'envoyer une circulaire à tous ses clients pour les prévenir qu'il va commencer à liquider sa maison de banque. Le pauvre homme!

Emprunt de 150 millions à la Banque.

Il y a une chose ravissante, dans la discussion de l'Assemblée nationale, entre Pierre Leroux et les citoyens Goudchaux et Duclerc, c'est l'aplomb de ces deux financiers dans leur inconséquence : l'un approuve l'emprunt de 150 millions de billets de banque sur bois et rentes, et combat en même temps de tous ses poumons toute émission de papier-monnaie.

L'autre monte à sa suite à la tribune, pour prendre l'engagement de n'en émettre jamais, et ne rétracte pas le moins du monde sa proposition d'emprunt de billets. (Coursaire.)

Projet de décret.

Art. 1^{er}. Le ministre des finances est autorisé à ouvrir un Grand-Livre de crédit hypothécaire pour toute la France.

Les receveurs-généraux, dans les chefs-lieux de département, et les receveurs particuliers, dans les arrondissements, sont ses représentants.

Il créera des billets de banque immobilière qui auront un cours forcé.

Art. 2. — Ces bons seront faits à Paris ; ils porteront des numéros d'ordre, sans indiquer l'emprunteur ; ils seront disposés de manière qu'il y ait une double souche pour chacun ; ces souches indiqueront l'une et l'autre la propriété hypothéquée, son estimation, la somme prêtée, le nom de l'emprunteur.

L'une des souches restera à Paris au ministère des finances.

L'autre sera déposée entre les mains du receveur général de chaque département et signée par l'emprunteur lors de la remise des bons.

Les billets ne pourront excéder mille francs, ni être inférieurs à 25 francs.

Tout porteur aura le droit de les vérifier sur les registres à souches.

Art. 3. — Il sera ouvert, à tout propriétaire qui le

demandera, jusqu'à concurrence des deux tiers de son immeuble, un compte sur le Grand-Livre du crédit hypothécaire dont il pourra faire usage au fur et à mesure de ses besoins.

Art. 4. — Conformément au désir de l'emprunteur, l'hypothèque du trésor frappera proportionnellement chaque fraction de la propriété, ou chaque mètre superficiel du terrain, ou l'immeuble dans son intégralité.

Art. 5. — Dans tous les cas, les prêts de l'État ne s'effectueront jamais pour une somme moindre de 200 francs.

Art. 6. — Le propriétaire qui voudra emprunter devra adresser au Ministre des finances, s'il demeure à Paris ; au receveur général, s'il habite un chef-lieu ; au receveur particulier, s'il réside dans un arrondissement ; ou enfin au percepteur de sa commune, une demande de crédit à laquelle il joindra :

1^o Un plan figuré de son immeuble ;

2^o La désignation ;

3^o Un état des inscriptions délivré trois jours avant la demande.

4^o Et, s'il existe sur la propriété appelée à être grevée des constructions, un acte constatant que ladite propriété est assurée contre l'incendie.

Art. 7. — L'immeuble du requérant sera estimé par un jury fonctionnant sous la présidence du juge de paix ; ce dernier aura voix délibérative, si mieux n'aime l'emprunteur s'en rapporter purement et simplement à l'évaluation cadastrale.

Art. 8. — Lors de chaque emprunt, le Ministre des finances créera une somme de billets égale au prêt, pour être remis à l'emprunteur.

L'emprunteur paiera à l'État un intérêt annuel de 3 pour 100 sur la totalité de la somme prêtée.

Art. 9. — L'hypothèque de l'État s'établira comme l'hypothèque conventionnelle, et sera dès lors soumise aux conditions de spécialité et de publicité indiquées par le Code civil, sauf ce qui est dit ci-dessous, article 13.

Art. 10. — Les intérêts seront exigibles dans le mois qui suivra les époques correspondantes aux paiements des loyers et fermages, selon l'usage des localités. Ils seront recouvrés par les percepteurs de la même manière que les contributions ordinaires, et en ce qui concerne les fruits des immeubles hypothéqués, par les mêmes moyens d'exécution et avec les mêmes privilèges.

Art. 11. — Les emprunteurs auront, à leur volonté, le droit de se libérer entièrement ou par fractions, en payant au trésor, en billets hypothécaires, le montant de la créance qu'ils voudront éteindre.

Les remboursements partiels s'opéreront par sommes rondes de 200 fr. au moins.

Lors de chaque remboursement, l'État donnera quittance et main-levée de son inscription, jusqu'à concurrence du montant du paiement effectué. Il y annexera une somme de billets égale au remboursement qu'il aura reçu, ainsi qu'une des deux souches ; le tout frappé d'un timbre à emporte-pièce qui annoncera que ces billets sont retirés de la circulation.

Art. 12. — Les prêts seront faits pour un temps indéterminé ; mais, tous les cinq ans, il pourra être procédé à une nouvelle estimation de la propriété, et le prêt pourra être augmenté ou diminué, lorsque l'immeuble aura subi une modification dans sa valeur d'au moins un dixième.

En cas de diminution, l'emprunteur remboursera à l'État la différence, et obtiendra main-levée, ou au moins fournira un supplément de garantie.

En cas d'augmentation, il lui sera fait un prêt supplémentaire, s'il le demande.

Art. 13. — En conséquence, l'inscription hypothécaire de l'État ne contiendra pas l'époque d'exigibilité de la créance ; il est dérogé en ce point seulement au § 4 de l'article 2148 du Code civil.

Art. 14. — Tout individu qui, frauduleusement, hypothéquera un immeuble dont il saura n'être pas propriétaire, ou qui présentera comme libres des

biens hypothéqués, ou enfin qui déclarera des hypothèques moindres que celles dont ces biens sont chargés, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans au moins, et 5 ans au plus, et d'une amende qui ne pourra excéder le quart de la somme empruntée.

Art. 15. — Tous les ans, à une époque fixe, le Ministre des finances devra publier l'état de situation du grand livre du crédit hypothécaire.

Art. 16. — Est réputée non avenue toute clause portant que le remboursement d'une créance ne sera opéré qu'en espèces sonnantes d'or ou d'argent.

Opinion de M. Crapèz sur une banque nationale immobilière par l'État.

Nous considérons le principe du *crédit foncier*, c'est-à-dire du *crédit réel à gage déterminé*, comme étant mis désormais hors de contestation et comme devant faire la base de la plus belle institution qui ait jamais été fondée en France. La propriété est la clé de voûte de l'édifice social ; elle est le seul agent de production qui soit stable et positif ; en faire un instrument régulier de crédit national, c'est donner à notre jeune République une force et des moyens d'action qui la rendraient impérissable.

Le grand livre de la *dette inscrite* doit son origine à une pensée républicaine ; la conception d'un *grand livre de la dette hypothécaire* serait l'une des gloires de l'Assemblée nationale de 1848.

Club central de l'organisation du travail.

Nous voulons la réforme de la *banque de France*, cette corporation irrégulière de banquiers et d'actionnaires privilégiés, ramenée aux véritables conditions d'une banque d'État, d'une *banque de la République française*, administrée par des commissaires du gouvernement et par un conseil électif, à la nomination des divers corps d'industrie, les votes équitablement répartis entre toutes les branches du travail. JULES LECHEVALIER.

La constitution pour du pain.

Nous venons de lire le projet de constitution, il nous a paru sage et franchement démocratique ; mais aurons-nous le temps de le voter dans le calme ? Si une grande loi financière n'empêche pas à temps le peuple de vendre la Constitution pour du pain, il arrivera que le créancier hypothécaire et le prêteur cupide auront absorbé avant six mois la propriété en s'en déclarant les soutiens bénévoles. Sur les ruines de la propriété, du commerce et du travail, il ne s'élèvera plus qu'une statue d'or aux pieds d'argile ; cette statue s'appelle l'usure ; l'usure c'est la décomposition de la fortune sociale, en d'autres termes la *banqueroute organisée* par une minorité criminelle. — La démocratie française ne se laissera pas tuer par l'agitage.

La Société centrale pour la création par l'État d'une *Organisation hypothécaire*, qui prendrait le nom de *Banque nationale immobilière de France*, ayant pour objet de faire cesser la crise financière, tiendra désormais deux séances publiques par semaine, les *mardi et samedi*, à une heure, à l'Hôtel-de-Ville, salle Saint-Jean.

Cette société a nommé un comité composé des plus honorables citoyens, qui poursuivent, avec le zèle le plus louable ce but de régénération financière, ancre de salut de la République. Nous avons cité plus haut le *projet de décret* présenté à l'Assemblée nationale par la société centrale.

QUESTIONS DU TRAVAIL, par LAMENNAIS, rue Montmartre, n° 154.

MOYENS PRATIQUES d'organiser le travail sans faire concurrence à l'industrie privée, par Emile Lambert, ancien rédacteur en chef de la *Revue Nationale*. Paris, Moreau, libraire éditeur, Palais-National, galerie Valois, 182-183.

Le Gérant : MAGET.

Imprimerie de J. FREY, rue Croix-des-Petits-Champs, 35.